



La Caisse Populaire Vision remet 2000\$ à Ami Jeunesse pour l'Opération sacs d'école

La Caisse Populaire Vision a contribué à offrir des sacs d'écoles avec des fournitures scolaires à des enfants francophones d'Ottawa provenant de familles à revenu modeste en remettant 2000\$ à l'organisme en charge de l'initiative Ami Jeunesse. Plus de 400 sacs d'écoles ont pu être remis dans le cadre de l'Opération sacs d'école la semaine dernière. Sur la photo, Karen Jacob, agente de communication et vie associative à la Caisse populaire Vision accompagnée de bénévoles donnant de leur temps dans le cadre de l'Opération sacs d'école. Photo : Courtoisie

BONNE RENTRÉE SCOLAIRE 2010-2011!



LE CECCE VERS DE NOUVEAUX HORIZONS AFIN D'ASSURER L'EXCELLENCE!

Petits pas à trois : 7 écoles de plus!

En plus des écoles élémentaires catholiques Terre-des-Jeunes, Le Petit Prince et Saint-Joseph d'Orléans, voici la liste des écoles qui offriront le programme dès la rentrée 2010 :

- Jean-Paul II – Stittsville
- J.-L.-Couroux – Carleton Place
- L'Envol – Trenton
- Marius-Barbeau – Ottawa Sud
- Reine-des-Bois – Orléans
- Roger-St-Denis – Kanata
- Saint-Guillaume – Vars



NOUVEAUTÉ!

Programme d'apprentissage des jeunes enfants (PAJE)

Le nouveau programme d'apprentissage à temps plein pour les enfants de quatre et cinq ans sera offert dans 8 écoles élémentaires dès la rentrée 2010!

- George-Étienne-Cartier
- J.-L.-Couroux
- Le Petit Prince
- Marius-Barbeau
- Sainte-Marguerite-Bourgeoys
- Sainte-Marie
- Sainte-Thérèse-d'Avila
- Alain-Fortin

Notons que l'ensemble des écoles élémentaires catholiques du Centre-Est offre la maternelle et le jardin à temps plein depuis 2000.

Ouverture d'une nouvelle école élémentaire catholique à Orléans

L'école élémentaire catholique Alain-Fortin ouvre ses portes pour la rentrée! L'école est située au 676, promenade Lakeridge à Orléans.



Education en langue française en Ontario

IL EST ENCORE TEMPS D'INSCRIRE VOTRE ENFANT DANS UNE DE NOS ÉCOLES!

POUR DE PLUS AMPLES RENSEIGNEMENTS

613 744-2555 | www.ecolecatholique.ca

Classement de l'article

| 26 août 2010

| L'Express Ottawa

| Par Kristina Brazeau

| kristina.brazeau@transcontinental.ca

Plusieurs projets d'agrandissement pour La Cité collégiale en vue

Avec la hausse significative des inscriptions à La Cité collégiale (LCC) vient également neuf projets d'agrandissement pour l'établissement à ses deux campus au cours des prochaines années.

«On a soumis neuf projets d'agrandissement et d'innovations pour les prochains cinq ans», affirme la présidente de LCC, Lise Bourgeois.

Le premier projet consiste en la création d'un Institut des sciences de la santé, semblable à l'Institut 911, présentement en construction. «L'institut nous permettrait de regrouper tous les programmes des sciences de la santé. Il y a une pénurie de main d'oeuvre dans ce domaine chez les francophones. Il faut aussi plus de programmes et de la formation dans des programmes spécialisés et de la main d'oeuvre spécialisée pour le nouvel équipement en santé», affirme la présidente.

«Il y a aussi un besoin pour avoir plus d'endroits pour les stages pour les étudiants et cet institut pourrait même comprendre une clinique pour le public qui permettrait aux étudiants de vivre des stages coop dans le réel», ajoute-t-elle.

Dans la même veine, La Cité souhaite également créer l'Institut de gastronomie et de tourisme.

«C'est un projet très excitant pour nous. On sait qu'il y a de plus en plus de demandes dans ce domaine. Ça nous permettrait même de donner éventuellement un baccalauréat en gastronomie», confie Mme Bourgeois. L'agrandissement des infrastructures du collège est également au programme avec l'agrandissement de la cafétéria, du complexe sportif et l'aménagement d'un agora et de lieux de rassemblement pour les étudiants.

«Dans une institution francophone, il faut avoir ces espaces là pour avoir de la vie en français.»

Avant même qu'il accueille ses premiers étudiants, on parle aussi déjà d'un agrandissement pour le Centre des métiers Minto. «Si ça va comme on pense, avant la fin de la première tranche de cinq ans, on aura à agrandir», affirme Mme Bourgeois.

Un projet d'éco parc pour les technologies environnementales pourrait également voir le jour sur le site du Centre des métiers à Orléans.

La Cité compte également développer un partenariat avec le Centre multiservices francophone de l'Ouest (CMFO) qui vient de recevoir l'aval du conseil municipal pour utiliser l'ancienne école Grant comme lieu pour le centre. La Cité pourrait avoir un mini-campus dans l'Ouest de la ville. L'institution souhaite aussi se brancher virtuellement en offrant de la formation à distance. «Ce sont les projets les plus probants qu'on veut développer pour présenter au ministère de l'Éducation et aux partenaires pour aller chercher le financement», conclut Mme Bourgeois.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Classement de l'article

| 26 août 2010

| L'Express Ottawa

| Par Kristina Brazeau

| kristina.brazeau@transcontinental.ca

La Cité collégiale connaît une hausse impressionnante du taux d'inscription

Les admissions ont grimpé de 10,4 %

Alors que le Centre des métiers Minto à Orléans, qui n'a pas encore ouvert ses portes, est rempli à capacité, les inscriptions continuent également d'augmenter à La Cité collégiale (LCC) pour une deuxième année consécutive. Les admissions ont grimpé de 10,4 % au collège, une augmentation six fois plus élevée que la moyenne provinciale.

Avec la croissance de 14% des admissions connue l'an dernier, La Cité collégiale aura donc vu sa population étudiante augmenter de plus de 20% en deux ans pour atteindre 4500 étudiants à temps plein.

Cette augmentation phénoménale, la présidente de La Cité, Lise Bourgeois, l'attribue notamment à la diversification des stratégies pour rejoindre les gens et faire connaître les programmes offerts au collège.

«Les agents de liaison effectuent beaucoup de travail sur le terrain pour mieux faire connaître les programmes tant au niveau des écoles secondaires que de la clientèle adulte», affirme-t-elle.

Le nouveau Centre des métiers Minto a aussi beaucoup joué dans l'équation. Deux à trois pourcent de la hausse des admissions peut être attribué à celui-ci selon la présidente.

En effet, une hausse de 25% des inscriptions aux programmes des métiers de la construction a pu être observée.

La croissance de la clientèle adulte est aussi un facteur important de la hausse des inscriptions. La croissance de la clientèle d'étudiants âgés de 20 à 50 ans augmente de 20% d'année en année, soit le double de la croissance des admissions pour l'ensemble du collège.

La récession a certainement contribué à l'explosion du nombre d'inscriptions de la clientèle adulte l'an dernier mais un autre phénomène explique aussi la hausse des admissions selon la présidente.



«Je pense qu'il y a de plus en plus d'intérêt pour les adultes. On est maintenant dans la vague des jeunes adultes qui développent des deuxièmes carrières et qui reviennent à La Cité collégiale pour faire des formations, que ce soit dans un autre domaine ou un domaine connexe. C'est de plus en plus réel maintenant», confirme-t-elle.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

DÉCÈS DE FRANCINE MORISSETTE, FIGURE EMBLÉMATIQUE DE L'ÉDUCATION FRANCO-ONTARIENNE

ONTARIO FRANÇAIS

Semaine du 23 août au 29 août 2010



Figure emblématique de l'éducation franco-ontarienne, Francine Morissette est décédée à l'hôpital Grace de Toronto mardi 17 août à l'âge de 69 ans, entourée de son mari et de ses amis.

Épouse de Lauri Maki pendant plus de 25 ans, Francine laisse dans le deuil son mari, ses sœurs, Gisèle et Jacqueline, de Montréal, ainsi que Jeannine, de Québec, son frère Clovis, plusieurs neveux et nièces et huit petits-enfants de son mari. Mère de France Richard (décédée en 1996) et soeur de Clément, Roger, Jean-Guy et Rolande (également décédés).

Née au Québec, Francine Morissette a déménagé à Ottawa en 1958 pour apprendre l'anglais, lit-on sur le site de l'AEFO (Association des enseignants franco-ontariens) qui lui rend hommage.

Après avoir été diplômée de l'école normale, Francine a commencé sa carrière comme enseignante et est devenue directrice d'école à l'âge de 23 ans. Elle a par la suite obtenu un Baccalauréat et une maîtrise en éducation de l'Université d'Ottawa.

Surintendante

Elle a également travaillé au ministère de l'Éducation, à TVOntario, à la Faculté d'éducation de l'Université d'Ottawa et a occupé pendant dix ans le poste de surintendante de l'éducation au Conseil des écoles françaises de la communauté urbaine de Toronto (CEFCUT), le premier conseil scolaire de langue française de l'Ontario.

Francine a grandement contribué au programme de formation des enseignants et des enseignantes de l'Université d'Ottawa au campus de Toronto. Elle a siégé à différents conseils d'école et a participé à plusieurs activités communautaires, dont le Conseil d'administration du North York Women's Centre.

«Francine s'est dévouée à aider les élèves et le personnel enseignant à réaliser leur plein potentiel», souligne l'AEFO. «Sa curiosité intellectuelle et son intérêt pour les différentes cultures lui ont permis d'apprendre plusieurs langues et de voyager à travers le monde.»

Décorée par la France

En 1994, le ministère de l'Éducation nationale de la France lui a décerné le titre de Chevalier de l'Ordre des Palmes académiques pour l'excellence de sa contribution à l'éducation de la langue française.

Des dons peuvent être faits à la Fondation AEFO-Francine-Morissette et France-Richard à l'adresse suivante: Case postale 7340, Ottawa (Ontario) K1L 8E4. Francine Morissette avait créé ce Fonds à la suite du décès de sa fille qui était aussi enseignante, puis en avait confié l'administration à l'AEFO.

Ces dons serviront à offrir des bourses aux enseignants et enseignantes pour les aider entre autres à améliorer leurs stratégies d'enseignement.

Une cérémonie commémorative a lieu ce mardi 24 août à 14 h à l'Église Saint-Louis-de-France au 1600, chemin Don Mills.

Classement de l'article | 26 août 2010 | L'Express Ottawa | >Michel Moyneur
redaction.ouataouais@transcontinental.ca

Le RGA à l'ère du Web 2.0

Le Regroupement des gens d'affaires de la Capitale nationale (RGA) veut se servir de la prochaine année pour mettre à jour ses moyens de communication et, par le fait même, s'approprier davantage les médias sociaux.



(Photo: Michel Moyneur)

La présidente-directrice générale du RGA, Joanne Lefebvre, et le nouveau président du

conseil d'administration, Jean-Claude Des Rosiers.

La présidente-directrice générale du RGA, Joanne Lefebvre, souhaite actualiser son organisation et fournir de nouveaux outils à ses membres grâce aux blogues, Facebook et autres médias sociaux.

«On a des membres extrêmement fidèles, mais aussi une banque de jeunes membres. Et ces jeunes-là font du réseautage d'une différente façon, explique Mme Lefebvre. On veut s'ajuster et être à l'affût de ce que les jeunes et les moins jeunes recherchent. Comme une entreprise, on doit s'actualiser.»

En poste depuis 10 ans, Mme Lefebvre affirme que 2010-2011 s'avère une «année de repositionnement et de planification stratégique». En continuant de défendre les intérêts des membres, la vision et l'orientation du RGA seront repensées et la manière de repenser les argents sera réétudiée, dit-elle.

Par ailleurs, le RGA tenait son assemblée générale annuelle mardi soir. Jean-Claude Des Rosiers a été élu à titre de président du conseil d'administration. Le président d'Évolutel, une entreprise spécialisée dans les services informatiques et de téléphonie pour les PME, succède donc à Roch Brisson. Ce dernier demeure au sein du conseil comme président sortant. Le viceprésident de l'Hôtel Brookstreet, Patrice Basille, a quant à lui été promu au poste de premier viceprésident, fonction qu'occupait M. Des Rosiers jusqu'à aujourd'hui.

Le RGA regroupe 550 gens d'affaires, entrepreneurs et dirigeants francophones des deux côtés de la rivière des Outaouais. Environ 70% des membres sont établis du côté ontarien alors que 30% font affaire sur la rive québécoise.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

26 août 2010 | Le Droit | FRANÇOISFRANÇOISPIERREPIERREDUFAULT DUFAULT
fpdufault@fpdufault@ledroit.ledroit.com com

Manque à gagner de 4,7 M\$

OC Transpo blâme une baisse de l'achalandage dans ses autobus pour un manque à gagner de 4,7 millions \$ depuis le début de l'année.

Selon un rapport du comité du transport en commun de la Ville d'Ottawa, des tarifs plus élevés, une météo clémente et la stabilité du prix de l'essence expliqueraient pourquoi une partie de la clientèle a déserté le service après un achalandage record de 8,4 millions de passagers, en décembre.

Le président du comité municipal du transport en commun, Alex Cullen, dit qu'il est difficile de prédire avec exactitude l'achalandage du service. Il admet qu'un bond de 7,5 % des tarifs depuis le 1er mars, un printemps hâtif et le prix de l'essence qui est demeuré sous le cap psychologique du 1\$ le litre ont créé la tempête parfaite pour OC Transpo.

« Avec toutes ces conditions réunies, certains usagers ont cru qu'il était plus économique de revenir à leur automobile », a expliqué M. Cullen au Droit.

Le rapport qui sera déposé lundi indique que l'achalandage sera environ 3 % moindre que prévu à la fin de l'année. Malgré tout, M. Cullen dit qu'OC Transpo sera en mesure de boucler son budget.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.



- Delicious
- Facebook

Publication du nouveau programme-cadre d'éducation artistique pour les écoles secondaires

24 août 2010 15h28

Les programmes-cadres révisés d'éducation artistique pour le palier secondaire sont maintenant affichés sur le site Web du Ministère. Les documents en français et en anglais ont été mis à jour pour mieux répondre aux divers besoins des élèves d'aujourd'hui. Les révisions ont été apportées par suite de consultations étendues auprès du secteur de l'éducation et des communautés artistiques ainsi que d'organismes d'élèves et de parents.

La mise en œuvre obligatoire de ces programmes-cadres débute en septembre. L'examen des programmes-cadres d'éducation artistique pour les paliers élémentaire et secondaire est maintenant terminé. Le programme-cadre révisé d'éducation artistique de la 1^{re} à la 8^e année ayant été publié en juin 2009.

Les arts sont un volet essentiel d'une éducation complète. En participant à la danse, au théâtre, à la musique et aux arts médiatiques et visuels, les élèves développent leur créativité et leur pensée critique, qui les aideront à réussir dans la salle de classe et plus tard dans le milieu du travail.

En mettant à jour le programme-cadre d'éducation artistique de la 9^e à la 12^e année, le gouvernement encourage la formation d'une main-d'œuvre bien instruite qui favorisera la croissance économique future de l'Ontario.

EN SAVOIR DAVANTAGE

- ontario.ca/nouvelles-education

RENSEIGNEMENTS

- Frank Clarke
Bureau de la ministre
416-212-5911
frank.clarke@ontario.ca
- Gary Wheeler
Direction des communications
416-325-2454
gary.s.wheeler@ontario.ca

ministère de l'Éducation
ontario.ca/education

Site Help

Notices

- © Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 2009 - 2010
 - AVIS IMPORTANTS

DERNIÈRE MISE À JOUR : 24 AOÛT 2010 15H37

26 août 2010 | Le Droit | JOËL-DENIS BELLAVANCE La Presse

« Ils avaient le parlement dans leur mire »

Deux présumés terroristes arrêtés à Ottawa

Les deux individus arrêtés hier matin par la Gendarmerie royale du Canada, soupçonnés d'entretenir des liens avec le réseau terroriste al-Qaïda, voulaient frapper un grand coup en faisant exploser des bombes au parlement.



LA PRESSE CANADIENNE

La GRC a arrêté deux hommes vers 8 h, hier matin, le premier dans une résidence du 91, rue Esterlawn Private, dans le quartier Carlingwood à Ottawa, et le deuxième, considéré comme le leader, dans un immeuble résidentiel du quartier Bayshore.

Selon ce que La Presse a pu apprendre, hier soir, le complot était avancé au point où les suspects avaient des détonateurs en leur possession.

« Ils avaient le parlement dans leur ligne de mire. C'était leur objectif », a confié une source digne de foi. L'un des individus aurait d'ailleurs séjourné dans un camp d'entraînement qui forme des terroristes dans les régions du Pakistan et de l'Afghanistan.

La GRC a arrêté les deux hommes vers 8 h hier matin, le premier dans une résidence du 91, rue Esterlawn Private, dans le quartier Carlingwood à Ottawa, et le deuxième, considéré comme le leader, dans un immeuble résidentiel du quartier Bayshore. Leur identité n'a pas été dévoilée.

Dans la mi-trentaine, l'individu arrêté dans le quartier Bayshore fréquentait le Collège Algonquin, une institution postsecondaire anglophone. Dans les derniers mois, il s'est rendu plusieurs fois dans les bibliothèques publiques pour y utiliser les ordinateurs afin de communiquer avec des complices à

l'étranger. Cette manoeuvre visait à brouiller les pistes, selon nos sources. Il utilisait son ordinateur à la maison pour regarder des messages radicaux visant les pays occidentaux.

La GRC doit tenir une conférence de presse à 13 h, aujourd'hui, afin de dévoiler plus de détails sur l'enquête qui a mené à ces arrestations et de préciser la nature des accusations qui seront portées contre les deux hommes.

Autres arrestations

D'autres personnes devraient être arrêtées relativement à cette affaire au cours des prochains jours, toujours selon nos sources.

L'un des suspects arrêtés hier s'apprêtait à se rendre à l'étranger, selon certaines informations qui circulaient hier.

Les enquêteurs ont fait remorquer une voiture garée au 91, rue Esterlawn Private et saisi du matériel informatique à l'intérieur de cette résidence.

« Vers 8 h (mercredi) matin, les enquêteurs de l'équipe intégrée de la sécurité nationale de la division A ont arrêté deux résidents d'Ottawa relativement à des infractions de terrorisme. Des mandats de perquisition sont en voie d'être exécutés pour réunir des éléments de preuve supplémentaires. D'autres arrestations sont prévues », peut-on lire dans le communiqué de presse publié hier par la GRC.

Selon ce que La Presse a pu apprendre, la GRC a affecté plusieurs policiers à cette enquête, baptisée Projet Samosa, qui dure depuis près d'un an. Des policiers ont pris les suspects en filature pendant plusieurs mois afin de recueillir des preuves. La police d'Ottawa et des agents du Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) ont aussi participé à l'enquête.

C'est d'ailleurs le SCRS, qui récolte de l'information d'autres agences d'espionnage à l'étranger, qui a été mis au parfum des intentions des présumés terroristes. Il a prévenu la GRC, qui a immédiatement mis sur pied une équipe d'enquêteurs.

Matthew Weiler, qui demeure non loin du 91, rue Esterlawn Private, a indiqué à La Presse Canadienne hier avoir vu une dizaine de voitures de police converger dans le secteur durant les arrestations. Selon des voisins, la résidence est habitée depuis environ un an par un couple dont l'homme est barbu et la femme porte la burqa.

Chris McCluskey, porte-parole du ministre de la Sécurité publique, Vic Toews, a déclaré que le Canada n'est pas à l'abri d'un attentat terroriste et que les autorités canadiennes doivent demeurer « vigilantes ».

Le Congrès islamique canadien a exprimé le souhait que les suspects soient traités dans le respect des principes de justice et de présomption d'innocence. Il a invité tous les leaders musulmans du Canada à dénoncer publiquement les groupes islamiques radicaux.

Depuis les attentats du 11 septembre 2001, c'est la deuxième fois que les autorités policières arrêtent des individus soupçonnés de planifier des attaques au Canada. En juin 2006, la GRC a arrêté 18 individus de la région de Toronto qui complotaient pour faire sauter des camions devant la Bourse de Toronto et l'édifice du SCRS vers 9 h le 11 septembre 2006.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

26 août 2010 | Le Droit | PAUL GABOURY pgaboury@ledroit.com

Un petit détour pour atteindre l'objectif

Le Barreau a adopté une résolution pour obtenir le bilinguisme à la Cour suprême

Loin de représenter le statu quo ou un recul pour les francophones, la résolution adoptée par l'Association du barreau canadien (ABC) pour modifier la Loi sur les langues officielles irait encore plus loin que le projet de loi C-232 du député néo-démocrate Yvon Godin, soutient celui qui l'a proposée, le juriste et constitutionnaliste Christian Michaud, du NouveauBrunswick.



ÉTIENNE RANGER, ARCHIVES LeDroit

Avec le projet de loi actuel, rien ne garantit que les futurs juges de la Cour suprême du Canada, même s'ils sont bilingues au moment de leur nomination, continueront de faire leur travail dans les deux langues officielles, prévient le constitutionnaliste Christian Michaud.

Cette résolution, adoptée par les membres de l'ABC lors de son dernier congrès tenu à Niagara, propose de modifier l'article 16 (1) de la Loi sur les langues officielles pour inclure la Cour suprême à la liste des tribunaux qui doivent veiller à l'obligation de comprendre dans les deux langues officielles sans l'aide d'un interprète. En même temps, elle demande au Parlement le retrait du projet de loi C-232, déjà adopté par un vote de 140-137 aux Communes, mais encore devant le Sénat.

D'entrée de jeu, Me Michaud explique qu'il est personnellement en faveur du projet de loi C-232 pour forcer la nomination de juges bilingues. En même temps, il ajoute que le projet ne va pas assez loin à son goût, et il a décidé de prendre une autre approche puisque le projet de loi du député Godin n'avait pas la faveur de la grande majorité des membres de l'ABC. L'appui au C-232 n'aurait pas passé le vote de l'assemblée, a-t-il expliqué. Il a donc présenté une résolution qui ne représentait pas le statu quo, et qui permettrait éventuellement d'atteindre l'objectif visé de faire respecter le droit des

francophones d'être entendus et compris par le plus haut tribunal du pays. Il avance même que sa résolution réglerait davantage la question du bilinguisme à la Cour suprême puisque le plus haut tribunal ne pourrait se permettre de ne pas respecter la Loi.

« Je suis en faveur de C-232, mais en même temps, ce projet de loi ne règle pas le problème que pose l'article 16 (1) de la Loi sur les langues officielles qui fait une exception pour la Cour suprême quant à l'obligation pour les tribunaux fédéraux de veiller à ce que celui qui entend une cause comprenne sans l'aide d'un interprète. Sans modifier l'article 16 (1) de la Loi, comment pourra-t-on garantir qu'un juge nommé à la Cour suprême va respecter la langue choisie par un judiciaire francophone ? » explique-t-il.

En modifiant d'abord l'article 16 (1) de la Loi sur les langues officielles pour inclure la Cour suprême à la liste des tribunaux capable de veiller à ce que celui qui entend l'affaire comprenne l'anglais et le français sans l'aide d'un interprète, il croit que les francophones seraient plus en mesure d'exercer leur droit d'être entendu en français sans interprète par le plus haut tribunal au pays.

« On peut demander aux juges d'être bilingues juste à la porte d'entrée, soit lors de leur nomination. Mais par la suite, il n'y a pas d'assurance qu'ils feront leur travail dans les deux langues officielles avec C-232. Si on modifie d'abord la Loi sur les langues officielles et l'article 16 (1), la Cour suprême n'aura pas le choix. Et je ne vois pas comment la Cour suprême pourrait violer la loi », a expliqué Me Michaud.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

26 août 2010 | Le Droit | FRANÇOISFRANÇOISPIERREPIERREDUFAULT DUFAULT
fpdefault@fpdefault@ledroit.ledroit.com com

Un plan de 90 milliards \$ sur 10 ans

L'Ontario est sur le point de lancer son nouveau plan d'infrastructure de 90 milliards \$ sur 10 ans et le ministre responsable du dossier, Bob Chiarelli, s'est lancé dans une vaste consultation à la grandeur de la province.

Hier, le nouveau membre du cabinet ministériel à Queen's Park était de passage à Ottawa pour entendre les doléances de responsables municipaux et de gestionnaires d'écoles et d'hôpitaux.

« Nous sommes arrivés à la fin du plan quinquennal de 30 milliards\$ lancé en 2005 et le Fonds de stimulation de l'infrastructure arrive à échéance le 31 mars 2011. Nous nous apprêtons à lancer notre plan d'infrastructure le plus ambitieux de l'histoire de province », a expliqué M. Chiarelli au Droit.

Le gouvernement de l'Ontario prévoit dépenser jusqu'à 9 milliards\$ par année pour les 10 prochaines années pour construire de nouvelles infrastructures ou retaper celles déjà existantes.

M. Chiarelli dit que les demandes de financement touchent beaucoup la remise à niveau des infrastructures urbaines, comme le logement abordable à Ottawa. En milieu rural, comme à Casselman ou Glengarry-Nord, on cherche à régler des problèmes d'approvisionnement en eau potable.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

26 août 2010 | Le Droit | FRANÇOISFRANÇOISPIERREPIERREDUFAULT DUFAULT
fpdufault@fpdufault@ledroit.ledroit.com com

Une « bonne affaire », selon le conseiller Alex Cullen

Sans en dévoiler les détails, hier, le conseiller Alex Cullen a parlé de l'entente de principe sur laquelle 2300 employés d'OC Transpo doivent se prononcer, aujourd'hui, comme d'une « bonne affaire » pour les deux parties.

La Ville d'Ottawa conserverait le plein contrôle des horaires de travail de ses chauffeurs d'autobus. La question des horaires était à la base du conflit de travail qui a paralysé le transport en commun pendant 53 jours en décembre 2008 et janvier 2009.

« Les deux parties ont fait des concessions. Nous avons cheminé ensemble pour réorganiser les horaires de travail en vertu des nouvelles règles imposées par le gouvernement fédéral, à la lumière du processus d'arbitrage et en respectant les préoccupations des chauffeurs », a déclaré M. Cullen, qui préside le comité municipal du transport en commun.

En janvier dernier, un arbitre a tranché que la Ville devait garder la gestion des horaires, comme elle le demandait, et devait payer ses syndiqués un minimum de 7,5 heures par jour. Le plafond d'heures travaillées devait être abaissé de 14 à 12 heures par jour.



Les détails de l'entente de principe seront connus demain, en même temps que le résultat du vote des 2300 chauffeurs, mécaniciens et employés d'entretien d'OC Transpo. Un rejet de l'entente ramènerait les deux parties devant un arbitre.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

26 août 2010 | Le Droit | FRANÇOISFRANÇOISPIERREPIERREDUFAULT DUFAULT
fpdufault@fpdufault@ledroit.ledroit.com com

Une « décision historique »

Le projet de Centre multiservices francophone de l'ouest d'Ottawa (CMFO) pourra aller de l'avant dans l'ancienne école Grant.



SIMON SÉGUIN-BERTRAND, archives LeDroit

Une fois l'ancienne école Grant rénovée, on prévoit y greffer un centre de soins de longue durée, une coopérative d'habitation et un centre de formation satellite de La Cité collégiale.

Le conseil municipal d'Ottawa a apposé, hier, la dernière signature nécessaire à la vente du site patrimonial au groupe qui souhaite y établir une plaque tournante pour les quelque 28000 francophones de l'ouest de la ville.

La Ville d'Ottawa accepte donc de vendre le site du 2720, chemin Richmond au CMFO pour la somme de 2 millions\$. La transaction est accompagnée d'une subvention de 1,9 million \$ sous forme d'un don de terrain. La Ville avait racheté l'ancienne école de l'Ottawa-Carleton District School Board en 2008 pour la somme de 3,9 millions\$. « Maintenant, nous sommes prêts à passer à l'étape suivante. Nous ne parlons plus seulement d'un projet théorique. Nous parlons d'un projet concret qui va voir le jour d'ici trois ans », s'est réjoui Roger Farley, président du CMFO.

M. Farley parle d'une « décision historique » du conseil municipal d'Ottawa pour les francophones qui vivent au-delà de l'avenue Bronson. À l'heure actuelle, ces résidants dispersés sur plus de la moitié du territoire de la ville n'ont aucun lieu de rassemblement.

Une fois l'ancienne école Grant rénovée, on prévoit y greffer un centre de soins de longue durée, une coopérative d'habitation et un centre de formation satellite de La Cité collégiale. Seule ombre au tableau, le CMFO n'a pas été retenu par le gouvernement de l'Ontario pour démarrer une des trois nouvelles Équipes de santé familiales (ÉSF) qui ont été annoncées, mardi, pour desservir la population d'Ottawa. Les projets retenus sont l'ÉSF académique Montfort, l'ÉSF Family First dans le secteur Orléans et l'ÉSF Rideau Valley Champlain dans le secteur Barrhaven. M. Farley voit ce refus de Queen's Park comme une « occasion d'apprentissage ». Pour lui, ce n'est que partie remise.

Opposition de Kilrea

Dans un communiqué, hier, le candidat Terry Kilrea a réitéré son opposition au CMFO. L'aspirant au poste de conseiller dans le quartier Baie prétend que le nombre de francophones qui bénéficieront du CMFO n'est pas 28000 mais seulement 3800. Son calcul se limite toutefois au quartier Baie alors que le futur centre de services desservira tout l'ouest de la ville.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

26 août 2010 | Le Droit | JOËL-DENIS BELLAVANCE BELLAVANCE La Presse Avec William Leclerc

Québec a obtenu sa part, pas un sou de plus

Les fonds pour fêter le Canada sont désormais répartis plus équitablement entre les provinces

Le gouvernement Harper a définitivement mis fin à l'orgie des dépenses qui avaient lieu au Québec depuis près d'une décennie pour y souligner la fête du Canada, le 1er juillet.



ARCHIVES, La Presse

Un examen des dépenses qu'a engagées Ottawa cette année dans les célébrations du 1er juillet démontre que le Québec a obtenu sa juste part, rien de plus. Sous les libéraux, le Québec recevait la part du lion.

Un examen des dépenses qu'a engagées Ottawa cette année dans les célébrations du 1er juillet démontre que le Québec a obtenu sa juste part, rien de plus. Il a en effet obtenu 1,6 million \$, soit environ 25 % du budget total de 6,674 millions \$, ce qui représente l'équivalent de son poids démographique dans la fédération canadienne.

On est donc loin des 3,2 millions \$ dépensés au Québec par le ministère du Patrimoine en 2009.

La Presse a obtenu la ventilation des sommes qu'a versées le gouvernement Harper pour financer des activités liées à la fête du 1er juillet dans chacune des provinces à la suite d'une demande en vertu de la Loi sur l'accès à l'information.

Conséquence de la révision des dépenses ordonnée par le ministre du Patrimoine, James Moore, l'hiver dernier, l'Ontario, qui n'avait obtenu que 100 000 \$ en 2009, a vu sa part du gâteau grossir à 2 millions \$ cette année. L'Alberta a pour sa part reçu 567 000 \$ au lieu des maigres 50 000 \$ reçus en 2009.

M. Moore avait demandé cette révision après que La Presse eut signalé que le Québec continuait d'être inondé d'argent pour la fête du Canada. Ces révélations avaient soulevé l'ire du Bloc québécois, qui avait réclamé que l'on mette fin à cet exercice de « propagande » au Québec.

« Le gouvernement a redressé un déséquilibre dans la distribution régionale des fonds du programme 'Le Canada en fête' qui faisait en sorte que le Québec recevait un montant disproportionné. Des changements ont été apportés à la répartition régionale des fonds pour assurer un meilleur équilibre, fondé sur la population et la demande », peut-on lire dans des notes d'information rédigées à l'intention du ministre Moore, datées du 10 juin 2010.

En 2005, le gouvernement libéral de Paul Martin avait réduit le budget total des comités des célébrations du Canada de 4,9 à 3,7 millions \$, et les sommes attribuées au Québec étaient passées de 4,5 à 3,2 millions \$, ce qui lui conservait la part du lion.

Formule permanente

Dimitri Soudas, le directeur des communications de Stephen Harper, a affirmé que le gouvernement avait tenu sa promesse de répartir de manière plus équitable les fonds destinés à la fête du Canada.

La nouvelle formule de répartition des fonds, qui tient compte de la population de chaque province, est permanente, a-t-il précisé.

« Les Québécois sont fiers d'être Canadiens. Ils célèbrent la fête du Canada sans avoir besoin des méthodes des libéraux, qui tentaient toujours d'acheter le sentiment d'appartenance des Québécois au Canada. La fierté de faire partie d'un pays ne peut pas être achetée comme l'ont essayé les libéraux avec le programme des commandites, entre autres choses », a dit M. Soudas.

La critique bloquiste en matière de patrimoine, Carole Lavallée, s'est dite satisfaite de ce « retour à la normalité » : « C'est un juste retour à la normalité et à l'équilibre. C'est une demande que faisait le Bloc depuis longtemps. Nous l'avons obtenu. »

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Classement de l'article | 26 août 2010 | L'Express Ottawa

Réponse à Royal Galipeau

J'ai relu les commentaires du député Galipeau au sujet du recensement canadien à quelques reprises afin de m'assurer que j'avais bien saisi ses propos. Il m'est devenu clair que ses idées sont une insulte à l'intelligence des électeurs et des électrices d'Ottawa-Orléans.

Croit-il vraiment que le gouvernement Harper n'a pas aboli la version détaillée du recensement quand son chef, le premier ministre, a affirmé publiquement il y a quelques jours qu'il l'avait fait et qu'il n'allait pas changer d'idée? Si je lis bien les arguments de M. Galipeau, il semble croire que si on manipule les données assez longuement elles vont dire n'importe quoi. Selon ce qui a été dit par le premier ministre Harper le formulaire détaillé du recensement sera aboli et remplacé par un autre formulaire long qui ne sera envoyé qu'à quelques foyers tandis que la majorité des foyers recevront le formulaire abrégé.

D'où sortent ces chiffres au sujet de la «chance de recevoir» le formulaire long dans le passé et de ses prédictions sages sur les chances en 2011. Je cite Richard Cléroux de l'Express qui disait le 29 juillet 2010 dans son commentaire intitulé, Harper en a assez de Statistiques Canada, «Le Premier ministre du Canada en a assez des données de Statistiques Canada qui viennent continuellement mettre des bâtons dans les roues de sa charette idéologique.»

Si le gouvernement Harper choisi d'ignorer les données statistiques qui indiquent une diminution dans le taux de la criminalité afin de poursuivre leur plan d'agrandissement des prisons et d'augmentation des peines cri - minelles, va-t-il alors choisir d'abolir les services en langue française dans de nombreuses régions canadiennes parce que ces services ne sont plus clairement requis.

Si le gouvernement Harper se ferme les yeux, les faits disparaissent et les idéologies gagnent. Il est souvent plus facile de rêver les yeux fermés que les yeux ouverts. La philosophie Harper est simple, «Ne venez pas me confondre avec les faits, ma décision est prise».

J'incite la population francophone à se prononcer fortement contre cette décision et de ne pas accepter des solutions partielles, de dernière heure, sans consultation et en réaction à des pressions plutôt que par un sens des responsabilités envers la population francophone du Canada, qui, à de nombreux endroits au pays est très vulnérable.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

26 août 2010 | Le Droit | LeDroit

RICK CHIARELLI BRIGUE UN NOUVEAU MANDAT

Le conseiller Rick Chiarelli briguera un nouveau mandat dans le quartier Collège, lors des élections municipales du 25 octobre à Ottawa. L'élu souhaite poursuivre le travail amorcé au cours de son présent mandat. Il promet de continuer à travailler « de façon responsable » à l'amélioration des infrastructures de son quartier, qui inclut le collège Algonquin et le secteur Bells Corners, dans l'ouest de la ville. M. Chiarelli a été conseiller scolaire dans les années 1980 et conseiller municipal de l'ancienne Ville de Nepean dans les années 1990. Il représente le quartier Collège (anciennement Baseline) depuis la fusion qui a créé la grande Ville d'Ottawa en 2000. Six autres candidats briguent les suffrages dans son quartier.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Autos](#) [Careers](#) [Classifieds](#) [Homes](#)

OCDSB boss quits to be with family

By TONY SPEARS, OTTAWA SUN

Last Updated: August 25, 2010 8:16pm

Ottawa's public school board boss resigned abruptly this week citing "personal responsibilities" two years into a five-year contract.

Dr. Lyall Thomson has already left his \$210,072 job to be with ailing family in Alberta, Ottawa-Carleton District School Board trustees said.

They seemed determined not to probe further.

"I go by what he has told us," chair Cathy Curry said.

"The board as a whole has agreed not to question this too closely," added trustee Rob Campbell.

In 2007, Thomson was suddenly out of a job as superintendant of Edmonton's public school board after just four months of work.

He was paid \$179,000 — one year's salary — then launched a \$2.25-million wrongful-dismissal suit, which he later dropped.

No reason has ever been given for his dismissal. Trustee Travis Moen said the Ottawa board was aware of what happened but that "it was not a barrier" to hiring him. Thomson was appointed by unanimous consent of the board.

Curry said Thomson had been "very excited" about a paper he co-authored to pinpoint the needs of 21st century students. Its contents have not yet been implemented.

Executive superintendent Barrie Hammond — who would have retired this month — will fill in for Thomson until a replacement can be found. The search is expected to take up to six months.

tony.spears@sunmedia.ca

Copyright © 2010 Ottawa Sun All Rights Reserved

Article rank | 26 Aug 2010 | Ottawa Citizen

Francophone group to get school site

City council has approved a conditional land transfer to a francophone group that has plans to turn the former Grant Alternative School site into a co-operative seniors' housing project, long-term care facility, family health centre, community centre and dental clinic. The project is meant to serve west Ottawa's francophone population of about 28,000 people. The city bought the school property at 2720 Richmond Rd. from the Ottawa-Carleton District School Board for \$ 3.94 million. Under an agreement, the city would transfer the property to the Centre multiservices francophone de l'ouest d'Ottawa within the next three years. The CMFO would pay operating and upkeep costs for the building, at \$ 105,000 a year, until the deferred closing date. On closing, the CMFO would pay \$ 2 million. The city would contribute \$ 1.94 million, which is the market value of the front portion of the site. The CMFO has until July 15, 2011, to give the city its final business plan.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Autos](#) [Careers](#) [Classifieds](#) [Homes](#)

[Ontario Energy Credit](#) Upgrade Your Old Refridgerator & Get \$1500
[Do You Have ODSP?](#) Canadian Disability Credit \$35K Find Out If Yc
[Fibre-optic Internet and](#) Data Network Services for business 1-888-

No changes to WiFi in Ont. schools: Dombrowsky

By RAYMOND BOWE, QMI AGENCY

Last Updated: August 25, 2010 4:33pm

BARRIE, Ont. — If the federal health ministry and the World Health Organization say WiFi technology in schools is safe, then the kids are alright, Ontario's education minister says.

Leona Dombrowsky, who visited the region on Wednesday, said the wireless technology isn't going anywhere, despite concerns raised by some Simcoe County parents that it causes negative health effects, symptoms which parents claim to have disappeared over the summer break.

There are no plans for the province's education ministry to undertake its own independent testing on the issue, Dombrowsky said, even though the technology is "common" in most Ontario schools.

"If Health Canada says that it is safe, then I'm confident that it is," Dombrowsky said during an interview with QMI Agency.

Some scientists and researchers say the negative effects of prolonged exposure to electromagnetic radiation and microwaves include headaches, sleep disruption and fatigue.

Dombrowsky received a letter from concerned parents, which was then passed on to federal health minister Leona Aglukkaq, who is expected to respond to the issue directly.

"That is her area of expertise," Dombrowsky said.

"As minister of education, I rely on those government bodies that have responsibility to consider these things," she added. "That would be the federal ministry of health and also the World Health Organization (WHO)."

The parent-led Simcoe County Safe Schools Committee (SCSSC) wants the board to return to the old hard-wired Internet connections.

However, the school board also says if Health Canada says WiFi exposure is safe for children, it sees no reason to change.

The SCSSC says there was an "illness cluster" of 14 students at Mountain View Elementary School in Collingwood, Ont., including four children who developed heart conditions. Other symptoms included chronic headaches, dizziness, insomnia and rashes.

The four Barrie elementary schools where health problems have been reported to SCSSC include Terry Fox, Holly Meadows, Ferndale Woods and Mapleview Heights.

Susan Clarke, who studies radio-frequency radiation bioeffects, spoke in Thornbury last week about the effects of WiFi technology. The former research consultant to the Harvard School of Public Health said WiFi deploys microwave radiation at the same frequency as that of a microwave oven.

"A child's brain absorbs this radiation maximally," she said. "Children also absorb microwave radiation more readily than adults because they have thinner skulls."

British physicist Barrie Trower, who advised the British Secret Service on the Soviets' use of microwave weapons during the Cold War, also says WiFi will affect young students.

"If you put a microwave WiFi system into a school, you are definitely going to see children getting sick," Trower said.

Article rank | 26 Aug 2010 | Ottawa Citizen | BY MATTHEW PEARSON

No complaints over wireless in schools, boards say

IT manager says contractors must adhere to guidelines on radio frequency exposure

Like most of their counterparts across Ontario, Ottawa's four school boards have wireless Internet service in many schools.

What they haven't received, according to spokespeople, are complaints about the service.

The Citizen contacted the OttawaCarleton District, Ottawa Catholic and both French-language school boards recently after reports that a school board north of Toronto had rejected claims from a group of parents who believed wireless transmitters installed in schools were making some students sick.

A campaign against the installation of wireless Internet in all of the board's schools was launched in February by two parents who questioned the potential short-and longterm health risks of the technology.

The Simcoe County Safety School Committee, which has grown over the past few months, says parents of students from 14 elementary and high schools in Barrie, Collingwood, Wasaga Beach, Orillia and Bradford had reported children suffering such symptoms as headaches, blurred vision, skin rashes and dizziness.

Neither of Ottawa's largest school boards — nor the smaller, Frenchlanguage boards — had received any similar complaints before last week, but the English Catholic board has since received several calls from parents inquiring about what they've read or seen in recent media coverage, said Mardi deKemp, the board's spokeswoman.

She added the board didn't anticipate any problems and would not delay plans to have wireless service in all schools by the end of the 2011-12 school year.

Meanwhile, Dave Miller, the public board's IT manager, says contractors who want to work for the board must adhere to Health Canada's radio frequency exposure guidelines.

According to Health Canada's website, the safety limits in the code are based on an ongoing review of published scientific studies and the department's own research.

The current version reflects scientific literature published up to August 2009 and provides recommended best practices for ensuring compliance with the maximum exposure levels for controlled and uncontrolled environments.

As Miller said: " We assume the government knows what they're doing."

Meanwhile, members of the union representing public elementary school teachers in Ontario, meeting this week in Toronto, defeated a motion calling for a ban on wireless Internet in the province's elementary schools.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 26 Aug 2010 | Ottawa Citizen | BY MATTHEW PEARSON

School board director leaves post suddenly

Thomson's tenure followed dismissal from Alberta board

For the second time in a row, Lyall Thomson's tenure as head of a school board has come to a sudden and surprising end.

The career educator — who holds a PhD from the University of Calgary — resigned Wednesday as director of education for the city's largest school board, just two years into a five-year contract.

In a letter to Cathy Curry, chair of the Ottawa-Carleton District School Board, Thomson cited "personal responsibilities out of the province" as his reason for stepping down.

"Over the summer, I have had time to reflect on the balance between personal and professional responsibility and have concluded that personal matters must take priority at this time," he wrote.

Thomson was not available for comment. According to Curry, he has already left Ottawa for Alberta, where he has family.

She wouldn't say if Thomson was given a severance package, citing privacy concerns. "Those things are private matters, so I can't really go into those details with you," Curry said.

Thomson earned \$ 210,073 and an additional \$ 13,122 in taxable benefits, in 2009, according to the province's salary disclosure website.

The typical severance package for a senior executive is usually no less than one year's salary.

In fact, that's exactly what Thomson got when he was dumped from his last job as superintendent of Edmonton Public Schools in January 2007 — only four months after he started. He pocketed \$ 179,000.

Although Thomson's departure comes less than two weeks before the first day of school, Curry said remaining senior staff will make sure everything runs smoothly.

A mid-year departure, she added, would have been more difficult.



"This is potentially the best time to make a decision and make a change, so I think he was thinking of the school board."

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 26 Aug 2010 | Ottawa Citizen | mpearson@thecitizen.canwest.com

School: Surprise decision

Barrie Hammond, the board's executive superintendent, will serve as acting director until a replacement for Thomson is named. That could take up to six months.

Hammond, who was days from retirement, but has agreed to stay on, said Thomson's decision surprised him.

Curry — who worked closely with Thomson and described him as a well-read, interesting man — said the former director earned a positive performance review after his first year on the job.

She dismissed suggestions his sudden departure may look suspicious given what happened in Edmonton.

" People will do what they want with that if they think it's coincidental," she said. " The reality is this was a resignation and he has personal reasons."

When news of Thomson's hiring was reported back in June 2008, Lynn Scott — the board chair at the time — told the Citizen that Thomson was " completely open" about his employment history.

" The fact is that you get situations where you get a bad fit," she said at the time.

Asked Wednesday if Thomson was a bad fit for the OCDSB, Scott said, " I don't think I'd be prepared to say one way or another. The issue is people's styles evolve over time."

Thomson is married and has two children working as teachers in Alberta.

He said little at school board meetings, often deferring questions to superintendents, and was criticized by the media for keeping a low profile.



His signature achievement in Ottawa seems to be a report he wrote called " 21st Century Learner: Schools for the Future." The paper touched on everything from technology and school design to program choice and grade-span configuration and will likely be used as a starting point for the board later this fall as trustees begin working on a new, fouryear strategic plan.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.